

SOUS-PREFECTURE DE REDON

SOUS-PREFECTURE DE REDON
Bureau des associations
Affaire suivie par Catherine BOULOGNE
Tél : 02-99-71-53-21

Le numéro W352001443
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de CREATION
de l'association n° W352001443

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Sous-Préfet de Redon

donne récépissé à **Monsieur le Président**
d'une déclaration en date du : **15 novembre 2010**
faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

PLANEURS D ILLE ET VILAINE

dont le siège social est situé : AERODROME COMMUNAUTAIRE DU PAYS DU GRAND FOUGERAY
BONNE FONTAINE
35390 Saint-Sulpice-des-Landes

Décision prise le : **05 novembre 2010**

Pièces fournies : Liste dirigeants
Statuts

Redon, le 15 novembre 2010

/ Le Sous-Préfet


Jean-Michel BRUNEAU

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5, 6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts.
Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.
Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration mentionnée à votre association ainsi qu'à vos données personnelles.